



**CONVENTION DE DELEGATION DE COMPETENCE  
D'OCTROI D'AIDES EN MATIERE  
D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER DES ENTREPRISES**

-----

**Entre les soussignés :**

- le **Département de la Seine-Maritime**, représenté par le Président du Conseil Départemental, Monsieur Bertrand BELLANGER, autorisé à signer la présente convention par délibération de l'Assemblée Départementale du 6 décembre 2016, ci-après dénommé « le Département »,

d'une part, et :

- la **Communauté de communes des 4 Rivières**, représentée par son Président Monsieur Eric PICARD, autorisé à signer la présente convention par délibération du Conseil communautaire du 8 juillet 2021, ci-après dénommée « la Communauté de communes »,

d'autre part ;

**PREAMBULE**

L'article L. 1511-3 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) attribue aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre (EPCI) une compétence pleine et entière en matière d'immobilier et de foncier d'entreprise. Ce même article prévoit que la compétence d'octroi des aides à l'immobilier d'entreprise peut être déléguée par les EPCI aux Départements.

Fort de son expertise acquise depuis de nombreuses années dans l'accompagnement des entreprises, le Département souhaite poursuivre son action dans ce domaine et impulser en partenariat avec les intercommunalités de la Seine-Maritime une politique solidaire de développement local et d'attractivité territoriale adaptée au nouvel environnement

Territoriales, entre la Communauté de communes, *autorité délégante*, et le Département, *autorité délégataire*.

## **ARTICLE 2 : modalités d'application de l'aide**

Les aides en matière d'investissement immobilier des entreprises sont octroyées pour les projets situés sur le territoire de la Communauté de communes.

### **Bénéficiaires :**

Peuvent bénéficier de l'aide, toutes les entreprises industrielles, artisanales, commerciales, touristiques et de services, commerces / services / entreprises quel que soit l'activité / industrie ou BTP sous réserve de remplir les conditions précisées dans la présente convention.

Les projets portés par une SCI ou financés en crédit-bail seront examinés au cas par cas.

**A NOTER :** La commune de BOUCHEVILLIER, située sur du territoire de la CC4R est rattachée au Département de l'Eure. Les projets d'entreprises implantées sur cette commune ne sont pas concernés par la présente convention. (Une convention spécifique avec le Département de l'Eure sera mise en place si un dossier devait être déposé)

### **Nature des dépenses éligibles :**

Toutes les opérations d'investissement immobilier réalisées par une entreprise et permettant le développement de son activité sur le territoire de la Communauté de communes des 4 Rivières sont éligibles : construction, rénovation extension, aménagement, acquisition, et en particulier les postes suivants :

- Terrassement-VRD-Parking,
- Bâtiment,
- Honoraires et assurances (maître d'œuvre, cabinet d'ingénierie),
- Clôture et espaces verts...

En revanche, les coûts d'acquisition fonciers (terrain et frais associés) ne seront pas éligibles pour les entreprises ayant acheté un terrain situé sur une zone d'activité aménagée par la Communauté de communes.

### **Montant et modalités de l'aide :**

L'aide financière de la Communauté de communes est fixée à un taux de **10 %** du montant total HT des investissements éligibles, plafonné à **5 000.00 €** de subvention soumis à la réglementation européenne en vigueur (régime cadre d'exempté PME SA 40453, régime notifié grandes entreprises IAA SA 41735, règlement de minimis n°1407/2013).

Le bénéficiaire n'est pas soumis à un montant d'investissement immobilier minimum.

Le Département abondera les fonds octroyés par la Communauté de communes pour les projets ou opérations éligibles, à hauteur de 10% du montant total HT des investissements éligibles avec un montant de subvention plafonné à 60 000 €. Cette aide est apportée selon les modalités définies par la Communauté de communes sous forme d'une subvention directe.

### **ARTICLE 3 : champ d'application de la délégation**

La délégation comprend la gestion administrative, comptable et financière de la demande de subvention, à savoir :

- La demande d'aide de l'entreprise se fait auprès de la Communauté de communes (courrier à l'attention du Président) ;
- La Communauté de communes la transmet sans délais (dématérialisation possible) au Département, lequel accuse réception de la demande auprès de l'entreprise et adresse à cette dernière un dossier de demande simplifié - identique à celui de l'Agence de Développement Normandie (ADN) - à compléter, ainsi que la liste des pièces annexes à fournir au service instructeur du Département (cf. article 6.1 du règlement d'application) ;
- Dans une logique partenariale de conseil, d'aide au montage de projet et à la prise de décision, une voire plusieurs rencontres avec l'entreprise et les partenaires concernés (Département, Communauté de communes, Région, ADN, CCI...) seront organisées en amont et/ou en aval du dépôt du dossier afin d'échanger notamment sur la validité juridique du montage retenu au regard du droit national et communautaire applicable à l'immobilier d'entreprise, mais aussi sur l'opportunité locale (retombées escomptées en termes d'emplois et d'attractivité) et la viabilité économique des investissements immobiliers envisagés.
- Si cet examen préalable d'éligibilité et de faisabilité s'avère positif, le Département adressera, en accord avec l'EPCI délégant, un courrier valant autorisation de commencer les travaux et date de prise en compte des dépenses engagées, mais en aucun cas accord de subvention. Si l'examen préalable ne s'avère pas concluant, le Département adressera une lettre de refus motivée au porteur de projet ;
- Après réception des pièces fournies par l'entreprise, une copie de chaque dossier sera transmise pour information par courrier électronique à la Communauté de communes dans un délai maximum de 2 semaines ;
- Une fois le dossier finalisé et validé (complétude), la demande d'aide sera, sauf opposition expresse de l'autorité délégante, présentée à la Commission Permanente du Département ;
- Après délibération de celle-ci, une notification et une information d'attribution de subvention sera adressée par le Département à l'entreprise bénéficiaire.
- La gestion et le suivi du versement (en 3 fois maximum) des fonds octroyés seront assurés par le Département dans le cadre d'une convention avec l'entreprise bénéficiaire rédigée par ses services.

#### **ARTICLE 4 : conditions financières**

Le Département exerce la compétence déléguée à titre gratuit.

La mise à disposition de moyens financiers de la Communauté de communes au Département ne porte donc que sur le transfert des aides financières prévues dans le règlement d'application.

Le versement des fonds de la Communauté de communes au Département interviendra après la délibération de la Commission Permanente du Département. Un courrier sera adressé à l'EPCI pour l'informer de la décision de subvention prise par sa Commission Permanente et le solliciter afin qu'il procède au versement de sa part de financement du projet.

Les projets immobiliers seront présentés en Commission Permanente au fil de l'eau, en tenant compte des disponibilités en autorisation de programme et crédits de paiement de la Communauté de communes et du Département votés annuellement par leurs instances délibérantes respectives.

Les crédits départementaux ont donc un caractère limitatif et sont portés sous réserve de leur disponibilité vis-à-vis des besoins des autres territoires.

Par ailleurs, la Région Normandie pourra après conventionnement avec l'EPCI et avec l'autorisation formelle de l'entreprise bénéficiaire (un formulaire spécifique est prévu à cet effet) contribuer au co-financement croisé des aides à l'immobilier d'entreprise dans le cadre de son dispositif « Impulsion Immobilier », mais uniquement pour les projets supérieurs à 600 000 € HT et pour les secteurs d'activités ciblés par la Région.

#### **ARTICLE 5 : objectifs à atteindre et indicateurs de suivi**

Le Département s'engage à atteindre les objectifs suivants :

- Faciliter le montage des dossiers des entreprises ;
- Assurer l'instruction de ces dossiers conformément aux articles 1 et 2 de la présente convention, et du règlement d'application ci-annexé.
- Informer régulièrement la Communauté de communes de l'avancée des dossiers.

Les indicateurs de suivi porteront sur le nombre de contacts avec les entreprises, le nombre de dossiers accompagnés en relation avec les services de la Communauté de Communes et les aides financières octroyées.

#### **ARTICLE 6 : suivi de la délégation, modalités du contrôle**

Afin de réaliser une mise en œuvre efficace et partenariale de cette délégation et afin de concevoir d'éventuelles évolutions, la Communauté de communes et le Département conviendront d'une rencontre semestrielle visant à identifier les points forts et points faibles de la délégation dans le but de son amélioration, et de rencontres ponctuelles en cas de nécessité urgente.

Le Département remettra tous les ans à l'autorité délégante, avant le 31 décembre, un état des sommes engagées auprès des bénéficiaires de l'aide à l'immobilier soutenus dans le cadre de la présente convention. Ce document fera notamment apparaître le nombre de demandes, le nombre d'aides accordées et les montants versés.

Au titre de l'article L. 1511-1 du CGCT, afin que la Région puisse établir son rapport annuel relatif aux aides et régimes d'aides mis en œuvre sur son territoire au cours de l'année civile, le Département transmettra à cette collectivité avant le 30 mars de chaque année toutes les informations relatives à la délégation de compétence en matière d'octroi des aides à l'investissement immobilier d'entreprise mises en œuvre au cours de l'année civile précédente.

#### **ARTICLE 7 : communication**

Le Département s'engage à préciser, dans le cadre de sa communication, que les projets financés par le biais de cette convention émanent à la fois d'un soutien de la Communauté de communes et d'un soutien du Département au titre de la délégation de compétence conclue avec l'EPCI.

La Communauté de communes s'engage à en faire de même.

#### **ARTICLE 8 : durée et prise d'effet de la présente convention**

La présente convention prendra effet dès sa signature.

Elle est valable jusqu'au 31 décembre de l'année en cours et pourra être reconduite annuellement par tacite reconduction, jusqu'à échéance du 31 décembre 2021.

#### **ARTICLE 9 : résiliation anticipée**

La présente convention peut être résiliée par chacune des parties avec un préavis de 3 mois, par lettre recommandée avec accusé de réception et en indiquant les motifs.

Dans cette hypothèse, le Département instruira tous les dossiers pouvant être présentés en Commission Permanente avant la fin du préavis de résiliation.

Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation de l'un ou l'autre des cocontractants.

#### **ARTICLE 10 : avenants**

La présente convention pourra faire l'objet de modifications par voie d'avenants en cas d'accord entre les parties.

#### **Article 11 : responsabilité**

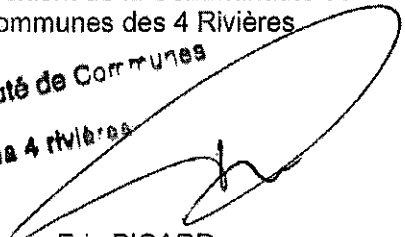

Le Département exerce la compétence déléguée au nom et pour le compte de la Communauté de communes.

Il se substitue à la Communauté de communes dans la gestion et l'attribution des aides définies à l'article 2. Il gère les éventuelles réclamations et recours liés à la gestion de cette délégation de compétence à ses frais.

### Article 12 : litiges

Les litiges issus de l'application de la présente convention, que les parties n'auraient pu résoudre par la voie amiable y compris transactionnelle, seront soumis au Tribunal administratif de Rouen.

Fait à Gournay en Bray en deux exemplaires originaux, le 16 juillet 2021

<p>Le Président de la Communauté de communes des 4 Rivières</p> <p>Communauté de Communes Des 4 rivières</p>  <p>Eric PICARD</p>	<p>Le Président du Conseil Départemental de la Seine-Maritime</p>  <p>Bertrand BELLANGER</p>
---	--